



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD

Groupe de Subdivisions  
de Lille

14 MARS 2007

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - AV

05.03.2007

Arrêté préfectoral imposant à la société BRABANT des  
prescriptions complémentaires pour la poursuite  
d'exploitation de son établissement situé à TRESSIN

12 MARS 2007

DE138

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais  
préfet du Nord,  
chevalier de l'ordre national de la légion d'honneur  
commandeur de l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du  
18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 18 ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU les différentes décisions administratives autorisant la société BRABANT à exploiter ses  
activités à TRESSIN, 25 route Nationale ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 modifiant l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 ;

VU le rapport de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de  
l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de  
l'environnement en date du 11 mai 2006 ;

CONSIDÉRANT le changement de certains critères de la nomenclature des installations  
classées, notamment la rubrique 1432 (le stockage de liquides inflammables), de ce fait la société  
BRABANT est désormais un établissement SEVESO Seuil Bas ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et  
technologiques du Nord lors de sa séance du 18 juillet 2006 ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,



## ARRETE

### ARTICLE 1 :

La société BRABANT dont le siège social est situé à TRESSIN est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation de son établissement situé 25 route Nationale à TRESSIN.

### ARTICLE 2 :

Mise en place d'une politique de prévention des accidents majeurs :

- L'exploitant définit une politique de prévention des accidents majeurs ;
- L'exploitant définit les objectifs, les orientations et les moyens pour l'application de cette politique. Les moyens sont proportionnés aux risques d'accidents majeurs identifiés dans l'étude des dangers. L'exploitant assure l'information du personnel de l'établissement sur la politique de prévention des accidents majeurs.

Les différents justificatifs sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations classées.

### ARTICLE 3

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

### ARTICLE 4

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

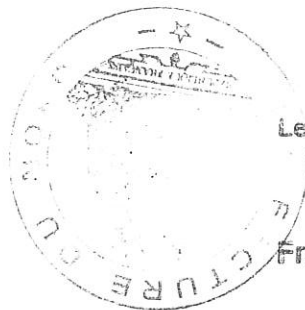
- Monsieur le maire de TRESSIN,
- Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,



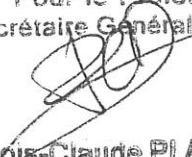
En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de TRESSIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

FAIT à LILLE, le 05 MARS 1987



Le préfet,  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général Adjoint

  
François-Claude PLAISANT



